

Déclaration du Comité national de l'union syndicale solidaires

L'abrogation de la réforme des retraites maintenant !

Lors de son discours de politique générale, François Bayrou s'est inscrit dans la droite ligne de ses prédécesseurs immédiats. Il a choisi de mettre en œuvre une politique au service des riches, et de poursuivre le démantèlement de l'État social alors que les entreprises du Cac 40 ont versé un montant record, près de 100 milliards d'euros, à leurs actionnaires en 2024. Le discours de F. Bayrou sur l'immigration reprend les poncifs réactionnaires et continue de légitimer les idées rances de l'extrême droite. Les catastrophes naturelles causées par le dérèglement climatique n'ont pas davantage incité le Premier ministre à infléchir cette obsession de préserver les profits en prenant à bras le corps la question de la bifurcation écologique et sociale. Au contraire, cette question centrale est complètement laissée de côté.

Au-delà des déclarations d'intentions qui ne semblent présager d'aucune mesure concrète, le Premier ministre a montré le peu de considération qu'il a pour le monde du travail qui s'est massivement mobilisé contre la réforme des retraites.

Il a annoncé en particulier son intention de rediscuter avec les organisations patronales et syndicales cette réforme qui continuerait de s'appliquer. Il exige également que la négociation ait lieu à l'aune de son idéologie libérale :

- aucune augmentation réelle des recettes, alors que les gouvernements successifs ont imposé des limitations et exonérations de cotisations sociales qui pèsent lourdement sur le financement des retraites,
- l'impératif de l'équilibre financier à court terme, sans prendre en compte d'autres paramètres.

Dans son discours, F. Bayrou semble paver la voie dans son discours à une nouvelle contre-réforme des retraites aboutissant encore à une dégradation des droits des salarié-es.

Pour Solidaires, l'abrogation de cette réforme rejetée par la population doit être un préalable indispensable à toute ouverture de négociations sur un meilleur financement par le patronat et l'amélioration du régime de retraites par répartition. Solidaires s'adressera en ce sens aux autres organisations de l'intersyndicale.

C'est par la **construction d'une mobilisation et la grève** que les travailleurs et travailleuses obtiendront cette abrogation.